

A défaut des fusées annoncées,

Jusqu'à ce dimanche, 4 janvier 2015, la polémique, d'abord linéaire, entre M. Nordine Aït-Hamouda et M. Ali Chérif Deroua, puis trilogique avec l'entrée en jeu du D^r Saïd Sadi, dont le quotidien Le Soir d'Algérie s'est fait l'écho, quant aux circonstances de la mort des colonels Si Amirouche, Si El-Houès et Si Lotfi, respectivement chefs politico-militaires des Wilayas III, VI et V, aurait pu continuer sans susciter ni interférence ni réaction d'aucune sorte de la part du lectorat.

Néanmoins, l'engouement aux joutes douteuses, par médias interposés, a entraîné M. Deroua dans un élan incontrôlé, engloutissant un pan de notre Histoire récente avec la volonté d'effacer des repères pouvant amener les jeunes générations à se surpasser pour les atteindre ou les dépasser. Car la jeunesse algérienne, à la sève printanière, est aussi capable du meilleur comme du pire, et ce, suivant le pli qu'on lui imprime, dès sa tendre enfance, sur les bancs de l'école, au sein de la famille ou par les témoignages qu'elle reçoit.

Quand les contemporains d'événements historiques assistent silencieux à leur falsification, cela devient de la complicité. Si les derniers maquisards que nous sommes ont un ultime devoir à honorer, c'est de ne pas admettre que leur combat soit détourné, tronqué ou dévoyé, d'où cette modeste contribution.

Cette intervention n'a pas vocation à venir au secours du D^r Saïd Sadi ou de M. N. Aït-Hamouda, mais à remettre les pendules à l'heure sur certains points relatifs à la Wilaya III historique, soulevés par M. Ali Chérif Deroua qui, se trouvant loin du théâtre des opérations, aurait pu faire montre d'un peu plus de prudence dans ses affirmations péremptaires dont on peut se demander ce qui les motive, tant elles sont approximatives, réductrices quand elles ne relèvent pas franchement de la désinformation. Pour que tout un chacun sache de quoi il retourne, l'auteur de ces lignes était membre du collectif du secrétariat du PC (poste de commandement) de cette même wilaya, insécable du territoire national dont elle a été la tête de pont, du 1^{er} novembre 1954 au 3 juillet 1962, ou plus loin encore, lors des multiples invasions étrangères où elle a joué un rôle essentiel dans la prise de conscience pour l'unité des rangs dans le combat contre l'occupant.

De prime abord, je soutiens fermement que l'Histoire de notre pays n'est la propriété exclusive de personne. C'est un acquis collectif qui doit être préservé par l'ensemble du peuple et consolidé par les pouvoirs publics dans la mise en œuvre de récits basés sur la véracité et l'analyse objective des faits, ne cherchant ni à en embellir ni à en avilir tel ou tel aspect. Ce n'est que de cette façon qu'un peuple tire les meilleures leçons de son passé pour frayer le chemin des horizons éclairés, larges et réparateurs.

Nous avons le privilège d'avoir été des acteurs de l'Histoire récente de notre pays. Si nous en sommes fiers, malgré les tirs aux flancs d'opportunistes et de collaborateurs de tous bords, nous ne pouvons qu'apporter loyalement et en toute responsabilité des témoignages écrits ou oraux. Et sous cet angle, l'ou-

vrage du D^r Saïd Sadi, lui, qui a eu le mérite de recueillir des témoignages de combattants encore vivants, est un exemple à saluer et à encourager auprès des nouvelles générations. Il appartient à d'autres jeunes et moins jeunes d'opérer de la sorte auprès des moudjahidine encore en vie. Et le terme «moudjahid» qu'on galvaude, sans relâche, pour le réduire à une connotation exclusivement religieuse, perd son sens premier ; sens pourtant défini dans un des numéros du mensuel *El-Moudjahed* des années de braise. Il vient tout simplement du radical «djouhd» qui veut dire effort. Il appartient aux spécialistes libérés d'esprit sectaire de compiler, d'analyser et de passer au crible l'ensemble des témoignages recueillis ici et là pour en déduire les grandes forces qui font l'Histoire.

Ceci dit, les trois dernières réunions importantes initiées par le colonel Si Amirouche sont dans l'ordre chronologique :

a -le grand rassemblement d'officiers et de sous-officiers d'Alma-Tagma, le 11 novembre 1958, que nie M. Deroua ;

b -la réunion des colonels de l'ALN de l'intérieur, le 10 décembre 1958, regroupant les chefs politico-militaires des Wilayas I, III, IV et VI à Ouled Askeur (Taher) en Wilaya II, le colonel Ali Kafi, pour une question de rapport de forces propre à la direction du FLN et, ne voulant probablement pas cracher sur l'avenir, s'est fait représenter par le commandant Lamine Khane ;

c -la réunion du 4 mars 1959, regroupant les responsables de la Wilaya III, sous la présidence du colonel Si Ami-

J'ai eu l'honneur d'assister, ce 11 novembre 1958, à ce vaste rassemblement. Le souvenir que j'en garde est que les combattants étaient animés d'un sens extraordinaire du sacrifice où chacun s'appuyant sur son frère tout en le supportant voulait dire : «Je brûle, tu brûles, nous brûlons pour dissiper les ténèbres colonialistes qui ont enveloppé notre belle Algérie meurtrie par les vagues successives d'envahisseurs.»

rouche, à la veille de son départ vers la Tunisie, avec la désignation, par PV du commandant politique Si Mohand Oulhadj, comme intérimaire.

Suivons maintenant M. Ali Chérif Deroua sur le terrain qu'il a choisi lui-même, décidant de réfuter le chiffre de 700 officiers et sous-officiers regroupés le 11 novembre 1958 à Alma-Tagma, dans la région de Bounaman (Zekri). Le calcul qu'il présente sur la base des additions des composantes de chaque structure de la hiérarchie pyramidale, allant de la Wilaya jusqu'aux secteurs, en passant par les zones et les régions, le conduit à avancer finalement le nombre de 340 éléments entre officiers et sous-officiers avec le décompte suivant : 1 wilaya + 4 zones + 16 régions + 64 secteurs (faisons au passage une première correction s'agissant de ce dernier démembrement ; il y avait en fait 66 et non 64 secteurs).

Or, le chiffre ainsi avancé représente, à peine, le 1/6 du nombre total d'officiers et sous-officiers de ladite Wilaya. A travers les statistiques qu'il veut absolument irréfutables, l'on détermine que l'auteur est sujet à l'une des trois carences suivantes :

- soit qu'il ignore totalement les structures de l'ALN de l'intérieur, alors qu'il se dit être responsable du MALG censé connaître mieux que quiconque l'ensemble des structures du FLN/ALN ;

- soit qu'il est victime d'une défaillance mémorielle que je m'abstiens de qualifier ;

- soit, enfin, qu'il s'exprime «en voix de son maître» pour atomiser davantage une unité nationale déjà bien malmenée, unité acquise au prix d'immenses sacrifices et privations qu'il est supposé ne pas ignorer.

Pour ne pas m'étaler davantage sur cet aspect des choses, je lui rappellerai qu'il a oublié de citer dans ses statistiques :

- les responsables des services annexes : intendance, santé, habous, presse, UGTA, dont les grades équivalaient à celui du chef politico-militaire de la structure immédiatement inférieure ;

- les membres de secrétariat de PC (postes de commandement) dont les grades se situent au même niveau que ceux des adjoints directs de la structure qui vient juste après ;

- les chefs de fractions ou kasma avec le grade de sergent ;

- les chefs de secteurs et régions autonomes érigés selon l'importance de chaque centre urbain ;

- les officiers et sous-officiers des unités de combat (section et groupe de protection du PC de Wilaya et des zones, bataillon de zones, compagnies de régions, groupes commandos de secteurs)...

S'il avait pris la peine de consulter les archives de la Wilaya III, M. Ali Chérif Deroua aurait obtenu les effectifs suivants :

- Wilaya : 1 colonel, 3 commandants,

5 responsables de services annexes, 1 chef de boîte avec le grade d'aspirant, 5 pour la section de protection du PC d'où un total de 24 ;

- zone : 4 membres du comité, 5 responsables des services annexes, 3 secrétaires de PC, 1 chef de groupe de protection, 1 chef de bataillon, 3 officiers tampons entre le premier et les chefs de compagnie, 3 chefs de compagnie avec le grade d'aspirant, 3 adjudants, 9 chefs de section, 27 chefs de groupe, 3 infirmiers ; ce qui totalise pour les 4 zones : $62 \times 4 = 248$;

- région : 4 membres du comité, 5 services annexes, 2 secrétaires de PC, 1 adjudant de compagnie, 3 chefs de section, 9 chefs de groupe, 1 infirmier. Nous avons donc pour les 16 régions : $25 \times 16 = 400$.

- secteur : 4 membres du comité, 5 responsables de services annexes. Ce qui nous donne : $9 \times 66 = 594$ pour les 66 secteurs et non 64 comme il l'a écrit.

- fraction ou kasma : 1 chef de kasma avec le grade de sergent, ce qui totalise $1 \times 264 = 264$.

Le récapitulatif s'établit ainsi :

$24 + 248 + 400 + 594 + 264 = 1530$ officiers et sous-officiers, sans compter les chefs de fraction, secteur, régions érigées, on l'a vu, en structures autonomes organisées au niveau de chaque centre urbain, suivant son importance et dont

**Par Ouali Aït-Ahmed,
ancien officier de l'ALN**

j'évacue l'énumération pour ne pas fatiguer inutilement le lecteur. Le chiffre avancé par M. Ali Chérif Deroua est très en deçà des effectifs des officiers et sous-officiers de la Wilaya III historique. Pourquoi a-t-il fait cela alors qu'il lui suffisait de prendre attache avec le Musée du moudjahid de la Wilaya III pour retrouver les vraies données ?

J'ajouterai que j'ai eu l'honneur d'assister, ce 11 novembre 1958, à ce vaste rassemblement. Le souvenir que j'en garde est que les combattants étaient animés d'un sens extraordinaire du sacrifice où chacun s'appuyant sur son frère tout en le supportant voulait dire : «Je brûle, tu brûles, nous brûlons pour dissiper les ténèbres colonialistes qui ont enveloppé notre belle Algérie meurtrie par les vagues successives d'envahisseurs.» Donc rassembler 700 officiers et sous-officiers ne saurait en rien constituer une erreur d'appréciation du chef légendaire de la Wilaya III, comme le sous-entend M. Ali Chérif Deroua, encore moins un risque de dégarnir les points vulnérables de sa Wilaya.

Bien au contraire, ce regroupement d'officiers et de sous-officiers, à l'ère où il n'y avait ni téléphone fixe ni portable, suppose une stratégie pertinente et opérationnelle pour la réussite d'un contact direct avec ses combattants, dans des circonstances particulièrement sensibles, à savoir :

- déjouer la politique de «la paix des braves» prônée par le général de Gaulle, nouvellement élu à la tête de la V^e République ;

- expliquer à la base la portée de la création du GPRA, le 19 septembre 1958, aux lieux et places du CCE comme instance exécutive ;

- inviter les combattants à demeurer vigilants, d'autant plus que la Wilaya III n'avait pas reçu de munitions de l'extérieur depuis janvier 1958 et qu'à ce titre, il fallait opérer de telle sorte à ce que toute balle tirée fasse mouche, tout en évitant les accrochages frontaux avec l'ennemi ;

- faire toucher du doigt à l'assistance l'interdiction de qualifier de traîtres les éléments supposés impliqués dans la «bleuite» ;

- avertir sur les éventuels problèmes qui pourraient survenir au sommet et qui mettraient en péril la révolution...

L'orateur terminera son allocution en nous mettant en garde de ne jamais couper les contacts avec les masses populaires, d'autant plus qu'il allait s'absenter pour une mission imminente, «à l'intérieur du pays». Sans donner plus de précisions. On apprendra plus tard qu'il parlait de la réunion du Nord-Constantinois.

M. Ali Chérif Deroua trouve contradictoire le fait que le colonel Amirouche, pétri de prudence, de méfiance et de responsabilité, ait initié un aussi grand rassemblement d'officiers et de sous-officiers. Je l'invite, sincèrement, à un peu plus de retenue, quand on ne détient pas tous les éléments d'informations permettant de se prononcer sur une situation. En effet, tout risque était exclu, à l'occasion de la réunion de ces combattants :

- Alma-Tagma faisant partie d'une portion territoriale boisée (Bounamane, Tigrine, cap Sigli, Atrouch) où l'ennemi